

Sommaire

1. Editorial
2. L'urbanisation harmonieuse ?
3. Encart : IV^e forum urbain mondial, Nankin, 2008
4. Le modèle urbain chinois est-il vertueux ?
5. Développement urbain durable du grand Wuhan
7. L'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme en Chine aujourd'hui
8. Nouvelles de la coopération



Gare de Nankin - Marc Keller - D.R.

Nankin ou l'affirmation des villes

Depuis cette année, et pour la première fois dans son histoire, plus de la moitié de l'humanité vit en ville et cette tendance ne devrait que s'amplifier dans les décennies à venir et faire ainsi, du XXI^e siècle, le «siècle des villes». Est-ce à dire que nous avons une vision précise et, a fortiori, une réelle maîtrise des conséquences de nature sociale, financière, urbanistique, énergétique, spatiale, climatique, environnementale de cette vaste et irrésistible urbanisation du monde ?

Le 4^e Forum Urbain Mondial organisé par l'Agence «Habitat» des Nations Unies et qui a eu pour cadre la ville de Nankin, en Chine, s'est efforcé, via le prisme de «l'urbanisation harmonieuse» si cher aux Chinois, de poser quelques éléments de réponse à cet ensemble de questions. Pour ce qui nous concerne et parce qu'après d'autres (notamment le géographe Jacques Lévy) nous pensons que la ville n'a de sens que si elle est appréhendée simultanément comme un «concept géographique» et comme un «objet politique», nous croyons en l'affirmation des quelques idées suivantes :

- le pouvoir des villes doit être renforcé car elles sont les mieux à même de «faire société» dans un monde globalisé.
- la ville de demain est déjà là. Parce que la ville est un «bien situé», donc a priori indéplaçable et durable du fait de sa nature, plutôt que l'extension urbaine sans limite, il convient de privilégier la régénération des tissus existants. Il faut, pour cela, intensifier les centres urbains et féconder les périphéries pour que celles-ci possèdent tous les atouts de la ville, c'est-à-dire, la diversité, la centralité, la mobilité et la mixité.

- la promotion d'un «urbanisme du contexte» permet, tout à la fois, d'agir sans agression sur un site qu'il respecte et sans timidité afin d'ancrer la ville dans son époque. Cette attitude faite de prudence et d'audace commande de se méfier des modèles, des théories qui restent souvent de papier pour préférer les processus réversibles, évolutifs, résolument tournés vers l'action car, ne l'oublions jamais, un bon projet est un projet qui se réalise.

- l'espace public doit être constamment placé au cœur de l'action urbaine. Parce que la part de l'espace urbain réellement maîtrisé est souvent faible, les espaces publics, par la qualité de leurs aménagements et la nature des animations dont ils peuvent être le théâtre d'expression, doivent être appréhendés comme de véritables éléments fédérateurs du «vivre ensemble» et susciter, à des degrés variables, le sentiment d'appartenir à un espace commun.

Ce sont là quelques-unes des idées que nous nous sommes efforcés de développer dans le cadre du 4^e Forum Urbain Mondial, et cela au nom d'une conception française, sinon européenne de la ville, celle non pas d'une «géographie universelle», laquelle n'existe probablement pas mais bien plus sûrement d'une «poétique des villes» à l'exemple, empirique, d'un Julien Gracq découvrant Nantes «à l'aventure», «sans le moindre souci d'organiser les éléments par ordre d'excellence». ■

Jean GERMAIN

Maire de Tours,

Président de la Communauté d'Agglomération de Tour(s)plus,
Président Honoraire de l'Université de Tours

L'urbanisation harmonieuse ?

Notes sur le IV^e Forum Urbain Mondial¹

Anne-Marie Roméra, Directrice du Département « Economie et Développement local », IAU Ile-de-France avec l'appui de P. Berger (Club FNAU International)
anne-marie.romera@iau-idf.fr

L'urbanisation harmonieuse, ambition affichée au fronton de l'impressionnant Parc d'expositions, flambant neuf, situé à l'orée des nouveaux quartiers de Nankin en ce début novembre 2008. Organisé tous les deux ans par ONU-Habitat, le IV^e Forum Urbain Mondial succédait à celui de Vancouver en 2006. Un peu moins de participants pour cette édition et beaucoup d'autochtones se sont pressés dans les halls spectaculaires vantant les prouesses immobilières à venir dans la région et dans les principales grandes villes du pays.

Le choix du thème mêle subtilement un message politique des responsables de la Chine urbaine en marche et une volonté de « bien faire » : l'harmonie, base de la philosophie chinoise, comme une volonté brandie face aux défis sans précédents, transformations sociales, économiques et urbaines, auxquels s'affrontent responsables politiques et gestionnaires de villes.

De ce point de vue, Nankin, sept millions d'habitants, donne un excellent aperçu. Ancienne capitale historique, cette métropole garde en son cœur de très beaux sites historiques, en partie naturels (lac, colline boisée), enchâssés dans la modernité des tours et des centres commerciaux. Aéroport international, enchevêtrement d'autoroutes, gare toute récente d'où un TGV relie Shanghai en deux heures, une ligne de métro desservant le site du Forum et une deuxième en construction : manifestement l'effort se porte sur l'application du principe de réalisation simultanée des infrastructures et de l'urbanisation. Certes, la circulation est intense et la vie des piétons pas facile, mais de nombreux deux-roues électriques sillonnent les rues, des réserves d'eau et

des capteurs solaires équiperont les toits... Pavoisées pour l'occasion, les larges avenues et contre-allées bordées de platanes se prolongent dans les nouveaux faubourgs qui s'étendent à perte de vue.

Précisément, au cœur des échanges, le caractère « complexe » des villes et les nécessités de lutter contre les phénomènes d'exclusion et d'inégalités engendrées par la rapide urbanisation du monde en développement étaient soulignés. Un appel à la régulation par les autorités publiques avec une meilleure articulation entre niveaux de pouvoir a été formulé. L'a-t-il été avec suffisamment de force, s'interrogeront certains ?

Depuis Vancouver, la vision des grandes villes se veut largement positive, marquant un tournant dans la perception du fait urbain comme source de progrès. Dans cette approche prend place l'appui à apporter aux organisations communautaires de base², avec une attention particulière aux groupes de femmes, pour constituer des coopératives, susciter des solutions locales.

Autre préoccupation forte : le changement climatique impliquant de revoir les pratiques de planification de-

vient prioritaire. D'aucuns s'inquiètent à ce propos, sur une primauté susceptible d'éclipser des questions posées depuis toujours comme celle des bidonvilles. Le constat d'un modèle dominant de développement urbain menaçant l'équilibre environnemental conduit à faire du développement durable le cœur du débat sur l'urbanisation. Mais « l'urbanisation harmonieuse » en demeure sans doute une interprétation partielle, plus orientée sur l'environnemental que sur le social et l'économique.

Pour autant, le rôle positif du marché et de la valorisation foncière pour financer les développements urbains reste un credo réaffirmé, notamment dans les nombreuses animations prises en charge avec efficacité par la Banque mondiale, et ce sans que le contexte de crise ne modifie sensiblement le caractère un peu trop systématique de cette approche « économiste ».

Dans le foisonnement d'ateliers, tables rondes, séminaires, sessions de formation³, proposés par les délégations participantes - pays, villes, organisations et réseaux institutionnels internationaux ou ONG - force est de constater que la présence de la France reste très discrète,

en dépit des efforts déployés par le MAEE et l'ISTED. Un atelier proposé par l'Association des grandes villes de France sur l'approche intégrée de l'aménagement urbain impliquant plusieurs élus français, africain et cambodgien, une intervention dans un « Dialogue » sur le rôle de l'aménagement pour l'équilibre territorial dans un contexte de croissance urbaine, une autre en clôture par le représentant de Veolia au titre des entreprises engagées dans des pratiques responsables, un « side event » à l'Alliance française sur la restauration patrimoniale d'une petite ville, ont été les principaux moments de cette participation.

Pourtant la délégation française, forte d'une soixantaine de membres sous la houlette d'Yves Dauge, sénateur de Chinon, était renforcée par rapport à l'effacement dénoncé à Vancouver. Coordinée par le MAEE, une bonne couverture de l'événement a pu être mise en place. La France disposait d'un stand agencé par l'ISTED dans le pavillon des représentations étrangères (où elle côtoyait une forte présence des pays nordiques et un très grand stand de Bahreïn, contributeur de la manifestation) et y a présenté la traduction chinoise de l'ouvrage « Villes en devenir » qui a marqué un autre temps fort de ces quatre jours.

Il n'en reste pas moins qu'une mobilisation plus intense des instances françaises serait bienvenue pour les prochains Forum. Ces

manifestations constituent une opportunité d'échanges et de démonstration de savoir-faire. Notre pays possède de compétence et expérience en matière d'urbanisme et de planification stratégique. L'existence d'une demande d'expertise et de formation en langue française a été soulignée, avec virulence quelquefois, de la part de délégués africains. Il s'agirait cependant de mieux cibler les témoignages d'expériences à mettre en avant en fonction des problématiques soulevées dans le pays d'accueil. En plus de thèmes déjà présentés comme celui de la gestion urbaine par les grands services ou de la sauvegarde du patrimoine, la France aurait intérêt à se positionner sur la question foncière, sur celle de l'anticipation des mutations climatiques et l'évaluation environnementale, sur la sécurité... Autant de sujets qui contribuent grandement à rendre plus vivables des agglomérations dont la réalité quotidienne n'est pas toujours si harmonieuse. Rendre plus lisible la «*french touch*» en matière d'urbani-



Nouveau parc d'expositions où s'est tenu le IV^e Forum Urbain Mondial, Nankin, Chine.

sation harmonieuse est donc le défi à relever pour le rendez-vous de Rio de Janeiro en 2010 ! *Até logo* ! ■

1. *Synthèse établie à partir des contributions de Marcel Belliot, délégué général de la FNAU, Jean-François Benhamou, AFD-CLD, Patrice Berger, Agence urbaine de Lyon, Nicolas Buchoud, Région Île-de-France et SFU, Alain Durand-Lasserve, CNRS, Laboratoire SEDET, Françoise Ged, Observatoire de l'architecture de la Chine*

contemporaine, IFA, citée de l'Architecture et du patrimoine, Anne-Marie Roméra, IAU - Île de France, réunies par Olivier Mourareau, ministère des Affaires étrangères.

2. «*Empowering the poor*».
3. «*Networking events*», «*Side events*»...

IV^e Forum urbain mondial, Nankin 2008

Le IV^e Forum urbain mondial d'ONU-Habitat, co-organisé avec les autorités chinoises, a réuni à Nankin début novembre 2008 environ 8000 participants de 155 pays, faisant de cet événement la plus importante réunion mondiale des Nations Unies en Chine depuis 1995.

Le Forum est une rencontre biennale. Il constitue l'organe consultatif des Nations Unies sur les questions urbaines. Ses sessions, notamment les dialogues et les tables rondes, débouchent sur des recommandations transmises au conseil d'administration d'ONU-Habitat. La présence des partenaires des pays membres est donc fondamentale pour faire entendre leurs voix.

A Nankin, autour du thème « l'urbanisation harmonieuse : le défi d'un développement territorial équilibré », a permis d'examiner les défis urbains auxquels le monde est confronté, dans un contexte où la crise menace le monde d'une récession à laquelle les plus pauvres, notamment le milliard d'habitants des bidonvilles, sont particulièrement exposés. Plaidant pour une croissance urbaine plus équitable, il a permis d'inscrire la question du changement climatique dans l'agenda d'ONU-Habitat, de mettre en avant le rôle central des villes et des autorités locales et l'impact de l'urbanisation sur les communautés, les villes, les économies et les politiques.

Toutefois, il semble avoir été contraint par les autorités chinoises, dans ses thématiques et son organisation, notamment par la limitation imposée au nombre d'ateliers proposés par les ONG.

Le concept de société et de ville « harmonieuses » promu lors du 16^e congrès du parti communiste chinois, a pu donner l'impression que les co-organisateur locaux ont cherché à « verrouiller » les débats et à minimiser les questions de la représentativité démocratique des autorités locales, de la décentralisation ou de la participation citoyenne.

Néanmoins, il a permis de souligner l'importance des démarches de planification stratégique associant l'ensemble des acteurs et des politiques publiques urbaines, notamment en matière d'habitat. Dans ses recommandations finales, il a mis en avant la nécessité de démarches plus participatives, d'engager de vrais partenariats avec certains groupes sociaux tels les femmes et les jeunes, notamment dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles.

Le MAEE, avec le soutien du Sénateur Yves Dauge et les encouragements de la coopération urbaine française a mobilisé une délégation d'une soixantaine de membres, assurant ainsi à notre pays une visibilité qui avait fait défaut lors des précédents Forums. Le déroulement du Forum en Chine, pays avec laquelle la France développe de nombreux échanges, économiques et culturels, a sans doute constitué un facteur de mobilisation supplémentaire.

Olivier Mourareau, MAEE

Le modèle urbain chinois est-il vertueux ?

Jean-François Doulet, Université de Provence & IRD/Laboratoire Population Environnement

Développement

jfdoulet@yahoo.com

L'année 2008 aura été l'année du sacre de la politique urbaine de la Chine : succès des Jeux Olympiques de Pékin, prix ONU-Habitat décerné à trois villes du Jiangsu lors du Forum urbain mondial à Nankin, un rapport élogieux de la Banque mondiale, etc. Les trente dernières années de réformes auraient-elles réussi à enclencher un processus d'urbanisation suffisamment équilibré pour éviter les affres de l'embolie urbaine ? Les villes chinoises sont-elles suffisamment solides économiquement pour affronter l'afflux de migrants venus des campagnes pauvres ? Les modes de la gouvernance urbaine sont-ils assez complexes pour assumer les contradictions d'une « économie socialiste de marché » ? Plus crucial, le modèle urbain a-t-il les moyens de résister à la crise économique mondiale ?

Le rapport de la Banque mondiale, *China Urbanizes*, paru au début 2008, tire un bilan particulièrement positif de la voie chinoise d'urbanisation. Pour ses auteurs, la Chine a réussi ce qu'aucun autre Etat en développement n'est parvenu à réaliser : urbaniser la population en évitant l'embolie urbaine, situation principalement marquée par la faillite de la gestion des villes face au développement de l'informel (habitat, économie, etc.). La réussite du modèle urbain chinois résiderait dans des choix ambitieux de soutien à la croissance économique des villes. D'une part, la mise en place d'un contexte favorable à la concentration du capital productif permet d'absorber la main d'œuvre venue des campagnes ; et d'autre part, le soutien à l'afflux des investissements consentis dans les infrastructures urbaines contribue à la fois à la création d'emplois et à l'amélioration globale des conditions de vie. La Chine a en effet urbanisé plus de 360 millions d'individus en 30 ans à un rythme extrêmement rapide puisque la croissance urbaine y est très importante, autour de 4% par an ; c'est

donc environ 30 millions de citoyens supplémentaires qui viennent s'ajouter chaque année à la population urbaine totale. Parallèlement, la Chine a consacré 20% de son PIB aux infrastructures, essentiellement dans le domaine du logement et des équipements. En bref, la croissance économique plus ou moins dirigée par le pouvoir politique transforme les villes en espaces d'opportunités. Aujourd'hui, certaines métropoles chinoises se classent en effet en tête des métropoles des pays émergents en termes de productivité du capital et de soutien à la création d'entreprise¹.

Le modèle de croissance chinois d'inspiration libérale suit une recette qui semble plutôt réussie. Mais peut-on parler d'un modèle de développement ? Ici, les évidences semblent s'effondrer : s'il y a effectivement croissance économique et amélioration mécanique des conditions de vie, on ne saurait que trop insister sur l'absence d'un système de protection sociale qui place de nombreux citoyens - et les travailleurs migrants venus des campagnes en

particulier - dans une situation instable. En moyenne, le nombre d'individus qui, en Chine, vit en dessous du seuil de pauvreté n'a cessé de diminuer ; toutefois, il n'est pas évident que, d'un point de vue qualitatif, les conditions réelles de vie ne soient pas marquées par d'autres problèmes qui résultent des réformes : pénibilité et précarité du travail, délitement des systèmes de prise en charge sociale, pertes de repères et risque de marginalisation, etc. De plus, la stimulation de l'offre en infrastructures urbaines repose bien souvent sur des comportements spéculatifs, tout particulièrement dans le domaine foncier et immobilier qui ne semblent pas toujours répondre aux attentes réelles des populations et aux exigences d'un urbanisme durable. Les « villes fantômes » qui poussent à la périphérie des métropoles participent à l'augmentation du nombre moyen de m² par habitant, mais il n'empêche que pour cause de spéculation, elles restent vides alors que, dans le même temps, les migrants des campagnes s'entassent dans des taudis urbains aux conditions sa-

nitaires et fonctionnelles déplorables, lorsqu'ils ne logent pas tout simplement sur leur lieu de travail. Il est donc nécessaire de dépasser les analyses macroéconomiques quelque peu positives pour mettre au jour la réalité des villes chinoises de façon plus sensible : il en ressort une ville plus complexe qu'il n'y paraît, une ville façonnée par des lignes de faille tout autant préoccupantes que dans la situation antérieure aux réformes. A l'évidence, la transition ne signifie pas que l'on va vers le mieux mais plutôt vers quelque chose de différent, comme le souligne le sociologue et sinologue Jean-Louis Rocca².

Face à une situation socioéconomique devenue plus instable dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, les plus optimistes font le pari que le gouvernement chinois réussira à mettre en place les modes de régulation nécessaires pour favoriser un véritable modèle urbain « harmonieux » ; ce n'est qu'une question de temps. Des signes semblent avoir été donnés en 2008 : la réforme du système du *hukou* qui facilite l'établissement d'un document temporaire pour les travailleurs migrants leur permettant l'accès à une prise en charge locale de certains services sociaux, la mise en application de la loi sur l'aménagement urbain et rural, qui devrait assurer une meilleure gestion des espaces urbains, etc. Les plus pessimistes voient déjà dans les manques de la politique sociale, économique et environnemen-

tale le talon d'Achille d'un modèle de croissance trop sensible à un affaiblissement important de la dynamique de croissance elle-même. Déjà, des signes avant-coureurs pointent les limites du modèle : environ 20 millions de travailleurs migrants sont contraints de retourner dans leurs campagnes d'origine suite à la fermeture de nombreuses usines sur la façade littorale, le marché du travail se resserre, exerçant une

pression forte sur la classe moyenne et sur les jeunes diplômés, plusieurs projets immobiliers sont arrêtés dans un contexte de forte baisse des prix (-16,5% à Shenzhen en 2008).

La ville est sans aucun doute le laboratoire de la Chine de demain, les modifications apportées pour passer d'un modèle de croissance à un modèle de développement sont certainement en train

de préfigurer la situation à venir. Mais doit-on pour autant vanter sans retenue les vertus de ce modèle ? La Chine a-t-elle les moyens de se présenter comme un exemple à suivre pour d'autres pays en développement, en particulier africains ? Peut-on d'ores et déjà envisager la répliquabilité du modèle urbain chinois ? Si nous ressentons aujourd'hui le besoin d'interroger la voie chinoise d'urbanisation, c'est

certainement parce que nous attendons beaucoup – et peut-être plus que jamais – de la Chine. ■

1. Cf. *Mastercard Worldwide Centers of Commerce : Emerging Market Index*, Mastercard, octobre 2008.
2. Cf. *La condition chinoise chez Karthala (2006) et La société chinoise vue par ses sociologues aux Presses de Sciences Po (2008)*.

Développement urbain durable du Grand Wuhan

Nils Devernois, Agence française de développement
devernoisn@afd.fr

Un partenariat novateur pour la mise en œuvre à grande échelle d'un programme d'efficacité énergétique dans les bâtiments existants à Wuhan (Province du Hubei, Chine)

Avec le réchauffement climatique mondial et la tension sur les énergies fossiles, l'utilisation rationnelle de l'énergie devient l'une des composantes majeures du développement urbain durable. En effet, dans un contexte d'augmentation de la consommation énergétique mondiale, le secteur du bâtiment représente à lui seul près de 40% de la consommation finale d'énergie mondiale. L'urgence de la réduction des gaz à effet de serre et de plus en plus pressante et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) considère que les objectifs de réduction reposent pour plus de 40% sur l'efficacité énergétique.

C'est dans ce cadre que depuis plus de trois ans, le département de la recherche de l'Agence Française de Développement (AFD), avec l'appui de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise

de l'Energie (Ademe) a initié avec la Commission de la Construction de la province du Hubei, un partenariat particulièrement novateur dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments existants. Certes ce domaine a déjà fait l'objet de nombreuses coopérations souvent caractérisées par des approches sectorielles qui s'inscrivent, faute du maintien des fonds d'appui mis à la disposition des projets, dans une démarche souvent plus démonstrative que pérenne.

Le présent partenariat est né d'une demande provinciale découlant des objectifs très ambitieux du 11^e plan quinquennal chinois visant une réduction de 20% de l'intensité énergétique sur la période 2006-2010 et du constat partagé de l'ampleur des enjeux et des potentialités que représente une meilleure consommation énergétique dans les bâtiments existants.



Patrice Berger - DR

Vue de Nankin, Chine.

Trois contraintes majeures pèsent sur la mise en œuvre à grande échelle de programme d'efficacité énergétique dans les bâtiments existants. Une contrainte financière nécessitant des montants

d'investissements astronomiques (à titre indicatif ces montants sont estimés à environ 800 à 1000 milliards d'euros pour la France), une contrainte institutionnelle reposant sur la coordination

de la multiplicité des acteurs en jeu, ministères, administrations, acteurs privés, décideurs, etc. et une contrainte technique liée à la multitude des projets, chaque catégorie de bâtiment nécessitant une solution adaptée. A ces contraintes s'ajoutent de nombreuses questions : comment inciter les agents à la mise en œuvre de travaux de réhabilitation ? Comment aider à l'émergence d'un nouveau marché de la réhabilitation (capacité des acteurs, formations à entreprendre, entreprises, nouveaux matériaux), etc.? Ainsi, pour déboucher sur des programmes opérationnels à grande échelle il est nécessaire d'aborder l'efficacité énergétique d'une manière globale.

La partie chinoise, qui finance ses propres équipes, a constitué une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de personnes venant de services provinciaux et municipaux, ainsi que d'universités. Ainsi ont été sollicités la Commission et l'Académie de la Construction de la province du Hubei, les Bureaux des Finances, de la Construction, des Economies d'Energie dans le bâtiment, de Gestion Immobilière de la ville de Wuhan, le collège d'administration publique de l'Université de Sciences et Technologie de Huazhong, le département du développement durable de l'Université de Sciences et Techniques de Wuhan. Ont été également associés à cette équipe, au cas par cas et en fonction de la demande, des experts venant de sociétés privées (Escos), de banques ou de sociétés d'investissement. L'ensemble de cette équipe a été organisée en trois groupes chargés respectivement des aspects institutionnels, technico-économiques et financiers, chacun des groupes disposant de l'appui - le cas échéant de formation - d'un ou plusieurs experts

français. La création de groupes de travail sectoriels a permis le développement de dynamiques transversales indispensables à la réussite d'un programme de cette nature.

La méthodologie a été élaborée conjointement entre la partie chinoise et la partie française. L'ensemble des travaux a été découpé en groupes de tâches et en tâches élémentaires précisant pour chacune sa description, son contenu, ses objectifs et sa méthode de réalisation. Le programme a été orienté sur les bâtiments publics et tertiaires qui représentent près de 70 millions de m² pour la seule ville de Wuhan. Il a été axé sur la recherche de mécanismes financiers adaptés visant à couvrir tout ou partie des investissements nécessaires aux économies d'énergie générées.

Pour répondre aux objectifs opérationnels, ces mécanismes financiers ont été élaborés en tenant compte du contexte technique, institutionnel et financier existant. De plus, ils s'inscrivent dans une approche globale comprenant les contraintes économiques, sociales et environnementales (coûts, bénéfiques, impacts) ainsi

que les dispositifs d'accompagnement et d'incitations nécessaires.

Bien évidemment, ce programme s'est également appuyé sur les expériences et bonnes pratiques dans certains pays du Nord notamment la France, l'Allemagne, l'Angleterre les Etats-Unis et le Japon. Un état des lieux sur le contexte institutionnel, les stratégies, les principaux acteurs, les outils et mécanismes financiers ainsi que sur les impacts correspondants a été réalisé avec l'Ecole polytechnique de Zurich (ETH), le Fraunhofer Institut für System und Innovationsforschung (ISI) et l'Agence Internationale de l'Energie. Ils ont fait l'objet d'une publication conjointe AFD/AIE en mai 2008 intitulée *Promoting energy efficiency investments cases studies in the residential sector.*¹

Les résultats de ce programme de coopération, ont permis de préciser les enjeux en termes technico-économiques, non seulement pour la ville de Wuhan (8 millions d'habitants) mais également pour la province du Hubei. Ils sont extrapolés à l'ensemble de la région climatique du Yang Tsé. D'ores et déjà il ressort qu'une écono-

mie d'énergie de 20 à 30% pourrait être atteinte avec un niveau de réhabilitation ne touchant pas l'enveloppe des bâtiments et avec un temps de retour sur investissement de moins de quatre ans. Les résultats de ce programme feront l'objet d'un séminaire de restitution qui se tiendra à Wuhan les 12 et 13 mai 2009.

Sur le plan opérationnel, ce programme de coopération a incité la ville de Wuhan à travailler à la définition d'un programme de réhabilitation de 600 000 m².

Le caractère novateur réside dans le fait que c'est l'un des seuls programmes de coopération actuels qui aborde cette thématique dans une démarche globale avec pour objectif une mise en œuvre opérationnelle durable. À ce titre cette démarche reste expérimentale pour l'AFD, comme pour les autres bailleurs. Il n'en demeure pas moins que ce programme représente l'une des pistes prometteuses de coopération ou d'aide au développement dans le domaine du développement urbain durable. ■

1. Publication présentée en page 8.

Entrée de l'Université des sciences et techniques de Wuhan (Participant au programme de recherche).



Nils Devernois - D.R.

L'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme en Chine aujourd'hui

Zou Huan et Liu Jian, Professeurs à l'Ecole d'architecture de l'université de Tsinghua, Pékin
zouhuan@hotmail.com - liujian@mail.tsinghua.edu.cn

Dans une première partie, Monsieur Zou Huan, architecte, expose trois principes qui caractérisent la formation à l'architecture et à l'urbanisme en Chine.

Dans la seconde partie, Madame Liu Jian, urbaniste, évoque le rôle des enseignants et les passerelles entre la sphère académique et la réalité.

En Chine, le premier programme de formation en architecture est apparu à la fin des années 1920 et, en urbanisme, au début des années 1950. Dans les dernières décennies, notamment depuis les années 1980 où la Chine a adopté les politiques de réforme et d'ouverture, les études d'architecture et d'urbanisme se sont beaucoup développées, parallèlement à la construction urbaine et rurale, qui suscite une énorme demande d'architectes et d'urbanistes. À mesure que le bâtiment devient un secteur important dans le développement socio-économique de la Chine, la formation à l'architecture et à l'urbanisme est amenée à jouer un rôle majeur, tant sur le plan universitaire que pratique. Actuellement, il existe environ deux cents établissements d'enseignement supérieur offrant un cursus en architecture, et environ une centaine en urbanisme. Quelques dizaines de milliers de diplômés en sortent chaque année. Ces promotions importantes ne parviennent cependant pas à satisfaire la demande en professionnels, en raison du très fort développement et des grands projets de construction que connaît la Chine. À la fin 2006, le pays comptait 11 044 architectes et 9 313 urbanistes en exercice, soit 8,5 architectes

et 7,2 urbanistes par million d'habitants. Ces chiffres révèlent donc un nombre insuffisant d'architectes et d'urbanistes.

Face aux défis posés par le développement socio-économique rapide, la construction urbaine et rurale à grande échelle, et l'offre insuffisante de professionnels, de nombreux efforts ont été réalisés dans le domaine de la formation à l'architecture et à l'urbanisme pour faire bénéficier la société d'un plus grand nombre de professionnels compétents. Je mettrai en évidence trois principes, qui peuvent aussi être considérés comme des caractéristiques spécifiques de la formation à l'architecture et à l'urbanisme en Chine.

Le premier principe est l'intégration de l'urbanisme et du paysagisme dans l'architecture. Étant donné l'ampleur et la rapidité avec lesquelles le bâtiment se développe en Chine, la construction d'un seul édifice peut relever de ces trois disciplines ; il s'avère donc nécessaire d'élargir le sens traditionnellement donné à l'architecture pour y inclure l'urbanisme et le paysagisme.

Le deuxième principe est l'association de la pratique aux études et à la recherche. Aujourd'hui, l'essor de la construction suscite une demande considérable et offre de nombreuses opportunités, en matière de recherche

et de formation. C'est pourquoi les études d'architecture et d'urbanisme ne portent pas seulement sur les recherches universitaires, mais aussi sur des projets concrets, pour doter les étudiants d'une réflexion à la fois théorique et pratique.

Le troisième principe est le développement des études transdisciplinaires, dans la voie tracée par les sciences humaines. Compte tenu de leur complexité, les établissements humains ne sont pas simplement envisagés comme un environnement physique, mais d'un point de vue global, incluant tous les aspects de la société, y compris l'économie, la société, l'histoire, la culture, la technologie, l'esthétique, etc. C'est pourquoi la transdisciplinarité est vivement encouragée, en conformité avec les sciences humaines, afin de favoriser un développement équilibré et durable de l'habitat en Chine.

Actuellement, dans le contexte de la mondialisation, un autre enjeu important de la formation chinoise en architecture et en urbanisme est d'offrir aux étudiants une vision internationale de leur discipline. Grâce à la politique d'ouverture, ceux-ci ont de plus en plus d'opportunités de participer à un échange et à une collaboration d'envergure internationale, en Chine et à l'étranger, indispensable pour acquérir

une vision globale et tenter d'occuper la première place dans le domaine, à l'échelle mondiale. (Z.H.)

La Chine d'aujourd'hui est un vaste champ d'expérimentation pour les architectes et les urbanistes. C'est également le cas pour les enseignants.

Face à deux temporalités très décalées, d'une part le rythme très rapide du développement et celui de la construction, et d'autre part le temps bien plus long de la transmission du savoir, l'enjeu est évident. Il s'agit de trouver un équilibre entre la théorie et la pratique, entre idéalité et réalité, tradition et modernité.

Comment s'adapter au mieux à la réalité ?

L'objectif de l'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme est de former des professionnels qui puissent contribuer qualitativement aux constructions actuelles et futures et qui sachent répondre rapidement à la multiplication des demandes. De fait, la compréhension de la société est une nécessité pour les futurs professionnels chinois.

Aux côtés de l'école d'architecture chinoise, se trouve très souvent un institut, passerelle entre l'académisme et la réalité. Les enseignants s'y engagent dans la recherche et le projet pour le compte de gouvernements ou de promoteurs. Sur la base de cette expérience, ils peuvent présenter aux étudiants les problématiques actuelles et des solutions adaptées.

Parallèlement, les étudiants peuvent faire des stages dans les instituts pour prendre conscience de la réalité et des dilemmes auxquels la Chine fait face aujourd'hui.

Quels sont les atouts des enseignants architectes ?

De par l'accès aux actualités de l'architecture, grâce aux relations internationales et aux échanges multi-disciplinaires, les enseignants architectes sont des professionnels privilégiés. Entre la théorie et la pratique, ils peuvent introduire les dernières thématiques de l'architecture et de l'urbanisme comme le développement durable, la protection du patrimoine ou le design digital (CAO). Bien qu'elles soient parfois utopiques ces notions sont

intégrées au maximum dans les projets. Les universitaires ont notamment réalisé le premier centre de recherche de la protection du patrimoine urbain¹ et le premier bâtiment HQE² en Chine.

Associant enseignement, recherche et pratique, l'école d'architecture et l'institut jouent un rôle de conseil auprès des gouvernements dans leurs politiques urbaines. Les projets réalisés par les enseignants-architectes ont souvent obtenus des prix et deviennent des modèles pour les futurs professionnels.

Architecture locale ou globale ?

Dans ces domaines, la pédagogie est basée sur les théories occidentales du début de 20^e siècle et les tendances viennent encore aujourd'hui

de l'occident. La rupture avec la tradition chinoise ne s'est pas seulement manifestée en architecture mais dans tous les domaines. Néanmoins, depuis quelques années, l'idée d'exploiter la richesse de l'architecture traditionnelle est devenue un des axes majeurs de la pédagogie chinoise. Des ateliers de projet ont été créés spécialement pour appréhender et étudier les savoir-faire traditionnels. Face à une forte influence de la globalisation, c'est sans aucun doute la voie idéale vers une architecture et un urbanisme chinois. (L.J.) ■

1. *National Historical Cities Protection Center, Tongji University, Shanghai*
2. *Architecture Energy Saving Technique Research Center, Tsinghua University, Beijing*

Nouvelles de la coopération

Atelier de recherche et d'échanges

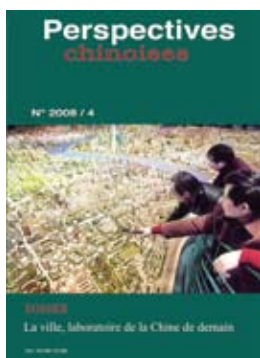
Climat, ville et Méditerranée

Marseille, 27 et 28 juin 2009

La Caisse des Dépôts, appuyée par la Banque mondiale, avec le soutien de la ville de Marseille et de l'Établissement Public Euro Méditerranée, a décidé d'organiser un Atelier de recherche et d'échange sur ville et changement climatique, première étape vers la constitution d'un réseau d'échange à l'échelon régional. L'organisation de l'atelier a été confiée à l'Isted.

Contact: Isabel Diaz, isabel.diaz@i-carre.net

Informations et inscriptions : www.isted.com

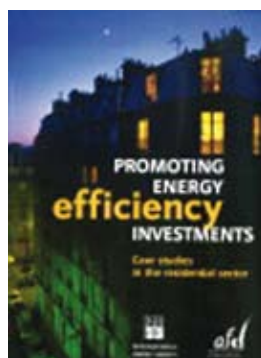


Perspectives chinoises n°4, 2008.

La ville, laboratoire de la Chine de demain. Très complet, ce n° spécial de la revue Perspectives chinoises s'interroge notamment sur les nouvelles pratiques de l'urbanisme, l'émergence de nouveaux espaces

publics, la privatisation de la propriété foncière et de l'immobilier, et la lutte contre la recrudescence de la pauvreté urbaine. L'impact politique de la privatisation du secteur résidentiel et l'impact écologique de la croissance urbaine font également l'objet d'utiles analyses.

Commande : perspectiveschinoises.revue.org/



Promoting Energy Efficiency Investment.

Agence Internationale de l'énergie, 2008.

Disponible en format PDF, 324 p.

La nouvelle publication conjointe AIE-AFD, expose les expériences et acquis de cinq pays du Nord dans le domaine de la réhabilitation énergétique des bâtiments existants. Ce secteur présente les plus fortes potentialités d'économie et donc de lutte contre le réchauffement climatique.

Commande : www.afd/jahia/sitelafdl/lang/fr/pid/2957

ISTED

Financé par :

Ministère
de l'Écologie, de l'Énergie,
du Développement durable et de
l'Aménagement du territoire

Ministère
des Affaires étrangères
et européennes

Directeur de publication :
Yves Cousquer,
Président de l'ISTED

Rédacteur en chef :
Pierre Laye,

Adp Villes en développement-
Association de professionnels de
développement urbain et coopération

Comité de rédaction :
Gilles Antier
Michel Arnaud
Jean-François Benhamou
Xavier Crépin
Dominique Etienne
Olivier Mourareau
Françoise Reynaud

Rédactrice : Isabel Diaz

Secrétaire de rédaction et PAO :
Christiane Rebel-Graechen

Traduction : Kevin Riley

Impression Lefevre - LP Presses
(91) Saint Michel sur Orge

ISSN 1151 - 1672

Abonnement : 4 n° par an 20 Euros

ISTED

Centre de documentation et d'information
«Villes en développement»

Arche de la Défense - Paroi Nord
92055 La Défense Cédex - France
Tél. (33) 1 40 81 78 01
Fax. (33) 1 40 81 78 07
christiane.rebel@i-carre.net
www.isted.com

Ce bulletin est en ligne
sur le site de l'ISTED